

La Wallonie lutte contre l'homophobie

La ministre Alda Greoli (CDH) renforce le plan qui vise à protéger les personnes LGBTI.

Dans le cadre de la journée internationale de lutte contre l'homophobie, la Wallonie a dévoilé son plan d'action 2018-2019. Au total, ce sont quatorze actions que la Wallonie s'engage à mener ou mène déjà, avec le Centre interfédéral pour l'égalité des chances Unia, l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes ainsi que les associations LGBTI (lesbiennes, gays, bisexuels, transsexuels, intersexes), dans les secteurs de l'action sociale et de la santé, mais aussi dans les entreprises ou la fonction publique.

Deux nouvelles actions sont particulièrement mises en évidence par la ministre wallonne Alda Greoli (CDH). A savoir la mise en place d'un accueil temporaire d'urgence pour les jeunes LGBTI mis à la porte de chez eux en raison de leur identité sexuelle. Une personne qui ferait son coming out devant sa famille pourrait, si les choses se passent mal, se tourner vers cette structure. Dans le même ordre d'idée d'ailleurs, le gouvernement wallon cherche des moyens pour encourager les gestionnaires de logements sociaux à accorder une attention particulière aux demandes des jeu-

nes LGBTI mis à la porte de chez eux.

La deuxième initiative vise à organiser une sensibilisation aux droits des personnes LGBTI durant le parcours d'intégration. Une sensibilisation qui touchera donc des personnes originaires de pays où ces droits n'existent bien souvent pas.

Un plan interfédéral

“En approuvant le Plan d'action contre la discrimination et la violence à l'égard des LGBTI, la Wallonie réaffirme son ambition de poursuivre la lutte toujours actuelle contre l'homophobie et d'accompagner chaque personne dans son orientation sexuelle et son identité de genre. Pour

rappel, en 2016, le Centre pour l'égalité des chances, Unia, a ouvert 104 dossiers relatifs à d'éventuels actes de discrimination en raison de l'orientation sexuelle, soit une augmentation de 12% par rapport à 2015 et plus d'un cinquième par rapport à 2012”, explique encore Alda Greoli qui souhaite qu'un jour on ne doive plus organiser cette journée de lutte. “Mais du chemin reste manifestement à parcourir”, conclut-elle.

Ce plan s'inscrit dans un plan plus large mené au niveau de l'ensemble de la Belgique à la demande du gouvernement fédéral.

Stéphane Tassin